

Présentation au Comité permanent des finances : Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2017

Le 5 août 2016

Soumise par :

Monsieur Paul Hagerman

Directeur des politiques publiques

Banque canadienne de grains

C.P. 767

Winnipeg (Manitoba) R3C 2L4

204-926-4240

phagerman@foodgrainsbank.ca

Arguments en faveur d'une augmentation de l'Aide au développement officiel

Les entreprises, les communautés et les citoyens canadiens profitent tous de la prospérité, de la sécurité et de la résilience mondiales. Pourtant, cette prospérité est limitée et menacée par l'ampleur sans précédent des besoins humanitaires, l'inégalité à l'endroit des femmesⁱ, la menace grandissante des changements climatiquesⁱⁱ et les faibles taux de croissance économique mondiale des dernières années, tout particulièrement dans les marchés émergents et les pays en développementⁱⁱⁱ.

Une augmentation du soutien fédéral à l'Aide au développement officielle (ADO)^{iv} contribuera à engendrer un contexte mondial dans lequel l'économie canadienne pourra prospérer. Plus particulièrement, les investissements en agriculture dans le cadre de l'ADO permettront de générer une croissance économique et de réduire la pauvreté^v, de prendre des mesures immédiates pour lutter contre les changements climatiques, et d'amener les femmes à devenir des chefs de file et des membres importants de la société.

L'engagement actuel du Canada à l'égard de l'ADO est faible, quelle que soit la méthode raisonnable employée pour le mesurer. À 0,28 % du RNB, l'aide du Canada se situe à environ la moitié de la moyenne du G7 et des économies ouvertes de moyenne envergure (0,54 %)^{vi}, et est de beaucoup inférieure à l'objectif de 0,7 % proposé par les Nations Unies. Le Canada devrait doubler son investissement pour rejoindre la moyenne de ses pairs le plus rapidement possible, et fixer une échéance pour atteindre 0,7 % du RNB.

Il est important pour les Canadiens et les Canadiennes que leur pays joue un rôle constructif dans le monde, et un investissement important dans l'ADO s'inscrit très bien dans les valeurs de nos concitoyens. Ce qui nous définit, ce sont notre compassion et notre générosité. Nous savons qu'en nous attaquant aux causes fondamentales de l'instabilité mondiale, notamment en luttant contre la dégradation environnementale et en favorisant l'agriculture durable, nous controns sa propagation. Et nous savons que les investissements dans l'ADO contribuent à bâtir un monde plus pacifique, plus prospère et plus sûr pour tous, y compris la population du Canada.

Recommandations

1. Le Canada devrait doubler sa contribution actuelle à l'Aide au développement officielle (ADO) le plus rapidement possible afin que nous soyons au moins au même niveau que nos pairs.
2. Le Canada devrait fixer une échéance pour que notre ADO atteigne la cible de 0,7 % de notre RNB.
3. Le Canada devrait s'engager à inclure des augmentations annuelles prévisibles dans son budget d'ADO.
4. Le Canada peut commencer par des investissements accrus en agriculture. Le développement agricole joue un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté et la faim, l'adaptation aux changements climatiques et l'autonomisation des femmes. Il est prouvé que le Canada possède la capacité voulue pour accroître ses investissements dans ce secteur.

À propos de la Banque canadienne de grains

La Banque canadienne de grains est un partenariat qui regroupe 15 églises et organismes confessionnels canadiens travaillant ensemble à l'éradication de la faim dans le monde.

Nous offrons de l'aide alimentaire pendant les périodes de crise alimentaire causées par des conflits, des catastrophes naturelles, des perturbations économiques et une pauvreté chronique. Nous collaborons avec des familles et des communautés afin de protéger et de reconstruire leurs moyens de subsistance pendant et après des crises, ainsi que d'appuyer la mise en place des moyens d'existence plus productifs et durables qui sont nécessaires pour réduire la faim et la pauvreté et pour y mettre un terme. Nous appuyons également des programmes de nutrition dans le but d'éradiquer la malnutrition, en cherchant à améliorer la qualité des régimes alimentaires et les pratiques d'alimentation, et de réduire les maladies qui contribuent à la malnutrition. En plus de nos programmes internationaux, nous avons mis de l'avant un programme actif au Canada pour amener la population canadienne à participer aux efforts visant à mettre un terme à la faim dans le monde, et notre équipe des politiques publiques s'emploie à améliorer les politiques canadiennes et internationales qui contribueront à réduire et à éliminer la faim.

ⁱ Une étude de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture indique que les agricultrices pourraient augmenter leur rendement de 20 à 30 % si elles avaient le même accès aux ressources productives que les hommes. Cette productivité accrue pourrait alors faire croître d'au moins 2,5 à 4 % la production agricole totale des pays en développement. Il en résulterait une sécurité alimentaire pour jusqu'à 100 à 150 millions de personnes de plus.

FAO (2011). *Le rôle des femmes dans l'agriculture : Comblant le fossé entre les hommes et les femmes, pour soutenir le développement*, Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

ⁱⁱ On reconnaît de plus en plus que l'insécurité alimentaire issue des changements climatiques augmente le risque de conflit et de migration, contribuant notamment à la crise actuelle en Syrie. Sans des mesures d'atténuation et d'adaptation vigoureuses, les changements climatiques pourraient, d'ici 2050, ajouter 10,1 millions de personnes à la population qui vit dans la pauvreté, augmenter de 10 à 20 % le nombre de personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire, et hausser les taux de retard de croissance grave de 62 % en Asie du Sud et de 23 % dans certaines régions de l'Afrique subsaharienne.

ⁱⁱⁱ La croissance économique mondiale a été lente au cours des dernières années, soit de seulement 2,4 % en 2015. En Afrique subsaharienne, on prévoit que la croissance économique ne sera que de 2,5 % en 2016, le taux le plus faible depuis 15 ans. Les économies axées sur l'agriculture ont été durement frappées par la faiblesse des prix des produits de base et par les prévisions de croissance minimale.

Banque mondiale (2016). *Global Economic Prospects: Divergences and Risks*, Washington, D.C. : La Banque mondiale.

^{iv} La *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* du Canada vise à ce que l'ADO canadienne soit axée sur la réduction de la pauvreté et appliquée conformément aux principes de l'efficacité de l'aide et aux valeurs canadiennes.

<http://www.international.gc.ca/development-developpement/partners-partenaires/bt-oa/odaaa-lrmado.aspx?lang=fra>

^v L'ouvrage précurseur produit en 2008 par la Banque mondiale sur le rôle important de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté a révélé que la croissance liée au développement agricole est au moins deux fois plus efficace pour faire reculer la pauvreté que la croissance dans d'autres secteurs.

Banque mondiale. *Rapport sur le développement dans le monde 2008 : l'agriculture au service du développement*, Washington, D.C. : La Banque mondiale.

L'agriculture contribue aussi énormément à la croissance économique; un tiers du PIB et trois quarts de l'emploi en Afrique subsaharienne découlent de l'agriculture, l'élevage étant le sous-secteur qui connaît la croissance la plus rapide.

Banque mondiale (2016). *Agriculture: Overview*, consulté le 22 juin 2016,

<http://www.worldbank.org/en/topic/agriculture/overview>.

^{vi} La moyenne de 0,54 % des pays pairs englobe l'Allemagne, l'Australie, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.

<http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-data/>